



Service des Achats du Centre de Recherche INRAE PACA

228 Route de l'Aérodrome

Domaine St Paul – Site Agroparc

CS 40509

84914 AVIGNON Cedex 9

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

**Prestations d'Assistant de Service Social du
travail destinées aux agents INRAE du Centre
de Recherche PACA – Sites d'Avignon, Aix en
Provence et Sophia Antipolis**

ARTICLE 1 – Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

Le présent accord-cadre a pour objet un de mettre à disposition des prestations d'Assistant de Service Social destinées aux agents du centre de recherche

Le détail des prestations est mentionné dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

A titre d'information, le centre INRAE PACA compte environ :

- Avignon / Aix en Provence = 620 agents permanents + 240 agents contractuels
- Sophia Antipolis = 135 agents permanents + 40 agents contractuels

Soit un effectif pour 2022 de : 750 agents titulaires + 280 agents contractuels.

Pour Avignon/Aix/Marseille : à titre indicatif, en 2022, 58 agents ont été reçus par l'assistant(e) social(e).

Pour Sophia Antipolis : à titre indicatif, en 2022, 25 agents ont été reçus par l'assistant(e) social(e) (suivis et nouveaux dossiers) et participation à 4 réunions de groupe de travail en présentiel et en visio.

ARTICLE 2 – Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 – Pièces particulières

- l'acte d'engagement et ses annexes 1 et 2 ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

2.2 – Pièces générales

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

ARTICLE 3 – Mode de passation de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé conformément aux articles R.2123-1- 3° et R.2131- 14 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 4 – Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est à bons de commande, avec un maximum, conformément aux articles R.2162-2 2^{ème} alinéa et R.2162-4 -2° du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 5 – Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une période de 1 an à compter du 1^{er} mars 2024 valant date de prise d'effet de l'accord-cadre sous réserve que sa notification ait été notifiée antérieurement à cette date.

Il est reconduit tacitement annuellement sans que sa durée n'excède quatre (4) ans.

Le représentant du pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre doit informer le titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, de sa décision de non reconduction de l'accord-cadre 3 mois au moins avant la fin de l'annuité en cours.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

ARTICLE 6 – Modalités d'exécution des prestations

Dans les 5 jours calendaires à compter de la notification de l'accord-cadre, le titulaire confirme les coordonnées du ou des assistant(es) social(es) pressenti(e)s dans son offre qui assureront les prestations sur la durée totale de l'accord-cadre. INRAE le ou les validera, par écrit, avant le commencement des prestations.

En cas de changement ou défaillance de l'assistant(e) social(e) en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit proposer à INRAE un(e) autre l'assistant(e) social(e) ayant un CV similaire à l'assistant(e) social(e) défaillant(e) dans un délai de 5 jours calendaires avant le début des prestations. Le nouveau ou nouvelle l'assistant(e) social(e) ne peut intervenir qu'après accord écrit de la part de INRAE.

Les activités de l'assistant(e) social(e) sont les suivantes :

- Exécution des prestations décrites au CCTP auprès des agents INRAE qui en font la demande
- Etablissement du planning de ses permanences en lien et en accord avec le centre.

L'exécution des prestations prévues au CCTP auront lieu en présentiel. Toutefois, en cas d'événements imprévisibles tels que pandémie, impossibilité d'exercer l'activité dans les locaux d'INRAE, grèves etc... ne permettant pas un regroupement physique des personnes ou des déplacements de personnes, l'ensemble des prestations se fera obligatoirement à distance via des moyens de communication numérique (skype, viso etc...) aux tarifs indiqués à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande.

Les bons de commande sont émis par INRAE au fur et à mesure des besoins et notifiés au titulaire.

Chaque bon de commande comporte notamment les renseignements suivants :

- le numéro de l'accord-cadre
- le numéro du bon de commande
- la date de la commande
- le nom et le numéro codique de l'entité qui commande
- les coordonnées de la personne qui commande
- le lieu de réalisation des prestations
- la désignation des prestations commandées en présentiel et/ou distanciel
- le prix unitaire HT de chaque prestation
- le montant total HT et TTC
- l'adresse de facturation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 7 – Obligations d’INRAE

Dès la notification du présent accord-cadre et pour permettre au titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les meilleures conditions, INRAE s’engage à fournir tous renseignements, documents, locaux, équipements, accès aux différents outils nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui sont confiées.

ARTICLE 8 – Dispositions financières

8.1 – Forme et contenu du prix

Le présent accord-cadre est conclu à prix unitaires.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Le prix comprend les prestations telles que définies au point 6 du CCTP et les frais relatifs aux déplacements (repas, nuitées, transport, etc.).

Pour les réunions et interventions organisées par INRAE au niveau national, les frais liés aux déplacements (repas, nuitées, transport, etc...) seront remboursés au titulaire sur présentation des justificatifs.

8.2 - Variation des prix

Les prestations, objet du présent accord-cadre, sont à prix ajustables à la hausse comme à la baisse.

Si la hausse était supérieure à 5% l’an, INRAE se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité.

8.3 – Mode de règlement, modalités de facturation

8.3.1 – Mode de paiement

Les paiements s’effectuent suivant les règles de la comptabilité publique.

Les règlements s’effectuent par virement administratif.

Le paiement interviendra sur présentation de la facture accompagnée de la fiche récapitulant les permanences sur site, les dates des entretiens à distance, les réunions en présentiel et à distance sur site exécutées.

8.3.2 – Avance

Sans objet.

8.3.3 – Modalités de facturation

Une facturation conforme est établie **trimestriellement** à terme échu par le titulaire pour toute prestation effectuée, objet du présent accord-cadre, en fonction de son avancement. Elle est libellée à l’adresse de l’unité ou du service INRAE indiqué lors de la commande.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l’ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique,

le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous- traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> .

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

La facture doit comprendre deux informations indispensables :

- L'**identifiant de l'émetteur et du destinataire** sur Chorus Pro (n° **SIRET**) ;
- Le **numéro d'engagement** qui correspond à la référence à l'**engagement juridique** (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture le destinataire.

INRAE – Centre de Recherche PACA
SBFC
L'Agent Comptable Secondaire
228 Route de l'Aérodrome
Domaine St Paul – Site Agroparc - CS 40509
84914 AVIGNON Cedex 9

Numéro SIRET : 18007003900631

A défaut, INRAE se réserve le droit de rejeter les factures non conformes.

Outres les mentions légales prévues par la réglementation de la comptabilité publique, la facture comportera les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ainsi que son compte de virement tel qu'il figure dans l'acte d'engagement du présent accord-cadre,
- le numéro et la date du présent accord-cadre,
- le nom du service concerné, la référence de la commande,
- la date de livraison,
- la désignation et quantité des prestations,
- le montant HT,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date de facturation.

8.3.4 – Délai de paiement

Les sommes dues sont payées dans le délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40€ correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

ARTICLE 9 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le titulaire encourt des pénalités calculées comme suit :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

Où

P = montant de la pénalité applicable

V = le montant des livrables

R = nombre de jours de retard

Sauf cas de force majeure, l'absence ou le retard de transmission à INRAE des coordonnées de l'assistant(e) social(e) dans le délai indiqué à l'article 6 ci-avant, le titulaire encourt une pénalité de 500 € HT par jour calendaire de retard.

Sauf cas de force majeure, le retard ou l'absence aux réunions et aux entretiens individuels, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

- 200 € HT pour un retard supérieur à un quart d'heure non excusé ;
- 500 € HT pour une absence non excusée de 24 heures avant le début de la prestation.

Les pénalités s'appliqueront, sans mise en demeure préalable, du seul fait de la constatation du non-respect des obligations prévues par l'accord-cadre.

Les pénalités indiquées ci-avant sont cumulables et peuvent être déduites des sommes dues où faire l'objet d'un titre de recette.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant des pénalités ne peut pas excéder 20% du montant total HT du bon de commande. Dans le cas où le montant des pénalités atteint 20% du montant du bon de commande, INRAE se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

ARTICLE 10 – Secret, confidentialité

Le titulaire est tenu à l'obligation de confidentialité absolue à l'égard de tout tiers extérieur au service utilisateur ou au service gestionnaire pour toutes les opérations qui lui sont confiées, les opérations étant par ailleurs soumises aux contrôles prévus par les lois et règlements en vigueur.

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées dans le cadre du présent accord-cadre.

Chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à la protection des informations confidentielles et notamment :

- prendre toutes les précautions utiles, afin de préserver la sécurité des données, notamment empêcher qu'elles ne soient déformées ou endommagées et bloquer tout accès qui ne serait pas préalablement autorisé par l'établissement ;
- ne traiter que les informations entièrement et exclusivement en son sein et dans le cadre du présent accord-cadre ;
- prendre toutes les mesures de sécurité, notamment matérielles et logistiques, pour assurer la conservation et l'intégrité des données traitées ;

- prendre toutes les mesures permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées.

Aucune information concernant l'exécution de l'accord-cadre ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage. L'ensemble des données et statistiques recueillies et traitées par le titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, demeurent la propriété exclusive d'INRAE.

L'accès aux données relatives à l'exécution de l'accord-cadre et à la facturation doit être restreint aux personnes chargées d'assurer la facturation ou l'élaboration des états statistiques agissant sous l'autorité du titulaire.

ARTICLE 11 – Exigences règlementaires de confidentialité et sécurisation des données applicables au titulaire et sous-traitants

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

1.1.1 Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

1.1.2 Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

1.1.3 Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

* Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

* Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS : <http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

1.1.4 Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE : <https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

1.1.5 Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement :

* Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,

* L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-qui-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

* En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.

* Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au marché.

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

* Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd> * Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

ARTICLE 12 - Résiliation

Outre les cas prévus à l'article 39 à 45 du CCAG FCS, INRAE peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire :

- lorsque l'exécution des prestations ne s'effectue pas aux conditions prévues par les pièces constitutives de l'accord-cadre ;
- en cas d'absence répétée de l'assistant(e) social(e);
- lorsque le titulaire ne remplace pas l'assistant(e) social(e) défaillant ;
- lorsqu'il y a manquement aux articles 10 et 11 du présent document.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 13 – Assurances

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée.

Le titulaire doit fournir, dans les 15 jours à compter de la notification et avant tout commencement d'exécution, une attestation de la police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie agréée.

L'assurance du titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à INRAE ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché.

ARTICLE 14 – Litiges

Les parties s'efforceront de trouver un règlement amiable à leur litige.

A défaut, le Tribunal Administratif est seul compétent.

ARTICLE 15 – Dérogation

L'article 9 –Pénalités- du présent CCAP déroge à l'article 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG/FCS.

Fait à Avignon, le 15 décembre 2023
Le pouvoir adjudicateur
Le Président d'INRAE PACA